

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14018>

La pression s'accentue sur Washington après les révélations de Wikileaks

- Défense - International -



Date de mise en ligne : lundi 25 octobre 2010

Spyworld Actu

Après la publication de 400 000 documents par Wikileaks sur les cas de torture par l'armée américaine en Irak entre 2004 et 2009, plusieurs organisations dénoncent "une grave violation du droit international" et demandent une enquête à Washington.

La pression s'accroît dimanche sur les Etats-Unis après les révélations sur les cas de mauvais traitements couverts ou commis par l'armée américaine lors de la guerre en Irak, contenues dans les quelque 400.000 documents publiés par le site WikiLeaks.

"Nous pouvons déplorer la manière dont ces fuites ont eu lieu mais je pense que la nature des allégations faites est extraordinairement sérieuse", a déclaré le vice-Premier ministre britannique Nick Clegg, dimanche dans une interview à la télévision BBC One.

"Leur lecture est affligeante et elles sont très graves. Je suppose que l'administration américaine voudra fournir sa propre réponse. Il ne nous appartient pas de leur dire comment le faire", a ajouté M. Clegg, connu pour son opposition à l'engagement de Londres dans la guerre en Irak, qu'il avait déjà qualifiée d'"illégal".

"Tout ce qui laisse à penser que des règles de base de la guerre, des conflits et du combat, ont été violées ou que de la torture a pu être de quelque manière que ce soit tolérée est extrêmement grave et doit être examiné", a poursuivi M. Clegg.

"Les gens voudront entendre une réponse à ce qui se trouve être de très, très graves allégations, d'une nature que (...) tout le monde trouve très choquante", a-t-il dit.

Publiés vendredi sur le site de WikiLeaks, les quelque 400.000 rapports d'incidents, écrits de janvier 2004 à fin 2009 par des soldats américains, relatent de nombreux cas de torture par les forces irakiennes, ainsi que "plus de 300 cas de torture commis par les forces de la coalition", selon le fondateur du site, Julian Assange.

Ce dernier a assuré, samedi lors d'une conférence de presse à Londres, avoir voulu rétablir "la vérité" sur la guerre en Irak, promettant de plus la diffusion prochaine de nouveaux fichiers, cette fois sur l'Afghanistan.

Vendredi, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait condamné "la diffusion de toute information (...) faisant peser un risque sur la vie des soldats et des civils des Etats-Unis et de leurs alliés".

Les ministères britannique et australien de la Défense ont également dénoncé un danger pour les troupes sur le terrain.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Manfred Nowak, a néanmoins appelé le président américain Barack Obama à lancer une enquête. "Je me serais attendu à ce que (ce genre d'enquête) soit lancée depuis déjà longtemps, car le président Obama est arrivé au pouvoir en promettant le changement... Le président Obama a l'obligation de traiter les cas passés", a-t-il estimé samedi sur la BBC.

Amnesty International a elle aussi appelé Washington à lancer une enquête, évoquant "une grave violation du droit international" quand les forces américaines ont remis "des milliers de détenus aux forces irakiennes tout en sachant

qu'elles continuaient à torturer".

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a demandé que "l'Irak poursuive les responsables de tortures et d'autres crimes" et que "les Etats-Unis enquêtent".

Washington a cependant opposé une fin de non recevoir à ces appels. Interrogé par la BBC, le porte-parole de l'armée américaine, le colonel Dave Lapan, a dit n'avoir pas l'intention d'ouvrir une enquête, affirmant que, en matière de mauvais traitements par des Irakiens, le rôle des soldats américains était "d'observer et d'établir un rapport" à leurs supérieurs chargés de le transmettre aux autorités irakiennes. Il s'agit là d'une "pratique habituelle" de la communauté internationale, a-t-il dit.

En Irak, les partisans du Premier ministre Nouri al-Maliki voient dans la publication des fichiers une tentative de déstabilisation de l'actuel chef du gouvernement qui tente de se maintenir au pouvoir pour un second mandat.

"Il s'agit d'une campagne médiatique contre l'Etat et le processus politique", a affirmé à l'AFP le député Hassan al-Sinaïd, un proche du Premier ministre.

Post-scriptum :

<http://www.france24.com/fr/20101024...>